

Réunion des 9 organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE 21 octobre 2025

La réunion s'est tenue dans les locaux de la CGT, de 9 h 30 à 11 h 30. Les 9 organisations ont participé (CGT, FO (visio), CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires (sur place et visio), FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires (visio)).

Ce compte-rendu interne et complet permet de connaître les positions des différentes organisations.

Ordre du jour prévu :

- Actualités
- Préparation du 6 novembre

Actualités

La CGT (organisation invitante) rappelle l'épisode de présentation du nouveau gouvernement, puis la motion de censure non votée (il manquait 18 voix). Le RN serait bien placé, selon les sondages, en cas de dissolution. Cela devrait motiver l'intersyndicale pour déterminer la suite de la lutte. Le 49.3 devrait être abandonné, comme la suppression de 2 jours fériés. Annonce aussi d'une conférence avec les partenaires sociaux, sans que l'on sache ce qu'il y aura dedans. Pour la loi sur les retraites, suspension ou report, ce n'est pas l'abrogation.

Le débat sur la loi de finances n'empêche pas le gel des pensions et des barèmes de l'impôt, la suppression de l'abattement fiscal, le doublement des franchises médicales ... rien de vraiment nouveau dans le projet de budget de Lecornu.

Le 17 octobre, à l'AGIRC ARRCO, le patronat est venu avec une seule proposition : une hausse de 0,2%, malgré la commission paritaire. Toutes les OS ont voté contre ce projet. Les administrateurs étaient prêts à dire 1% de hausse. Donc pas de revalorisation des retraites complémentaires, gel de la valeur du point. Nous allons encore être présentés comme des jusqu'aboutistes ...

C'est positif de maintenir notre revendication sur un autre partage des richesses.

Les OS se sont revues le 15/10. Voir le communiqué de l'intersyndicale qui appelle à revoir la copie sur le budget actuel et les mesures d'austérité. L'intersyndicale se revoit aujourd'hui, mais pour le moment, il n'y a pas d'accord pour une action interpro prochainement.

La capitalisation et la retraite à points sont pour la CGT la ligne rouge à ne pas franchir. Or, cette capitalisation se dessine visiblement à la suite de la présidentielle de 2027.

La CFTC ne veut pas rejeter le projet de budget en bloc. FSU, Solidaires et CGT sont d'accord pour mener la bataille sociale.

Préparation de l'Action Retraité·e·s du 6 novembre 2025

CGT : Pas de nouvelles de l'intersyndicale sur la poursuite de la mobilisation. Nous confirmons donc pour le moment la date du 6 novembre pour l'action retraité·e·s.

Notre initiative de retraité·e·s est une initiative phare, car pour le moment nous sommes les seuls. Il va falloir faire un gros boulot auprès de nos organisations. Il faudra être visibles à Paris et dans tous les départements. À Paris, l'Assemblée nationale nous paraît le plus adapté à ce qui se passe aujourd'hui. Rendez-vous devant le Sénat, avenue de Tournan.

À la CGT : des camarades CGT sont plutôt favorables à une manif, mais courte. Conférence de presse et prise de parole devant le Sénat, puis manif jusqu'à l'Assemblée nationale avec nouvelle conférence de presse et réception des élus qui auront été prévenus.

Proposition d'une lettre type à remettre aux élus dans les départements.

Imaginer une lettre ouverte du G9 au patronat, puisqu'on ne peut pas manifester devant chez eux à Paris.

FO : Tout le monde a reçu le courrier de Paul Barbier, le responsable de l'UCR-FO, au sujet du fonctionnement du G9 dans nos instances. La discussion générale à FO a constaté que les gens en avaient ras-le-bol des manif à répétition, ne considérant pas que ce sont les manif et journées d'action qui feront plier le gouvernement. Le gouvernement maintient toutes ses mesures, dans leur intégralité, pour ce qui concerne les salarié·e·s. On ne sent pas dans le communiqué commun ce qu'il faut pour mener la bagarre qui s'imposerait aujourd'hui.

Des mobilisations dans les secteurs de pointe pourraient faire céder le gouvernement. Sophie Binet annonce que les retraité·e·s manifesteront le 6, or nous avons décidé d'attendre la date. FO considère donc que la façon de procéder ne nous convient pas. Nous ne nous opposerons pas à une nouvelle journée d'action, mais n'envisageons pas d'y participer. Le retrait de la réforme est à prendre en compte - et la CFDT va œuvrer pour la retraite à points. FO demande le retrait de son logo du tract commun, car cela ne correspond pas à ce que nous souhaitons faire.

La CGC : Pas de problème pour nous. Le débat était clair : nous attendions la décision de l'intersyndicale pour confirmer la date déjà prévue du 6 novembre.

La FSU : l'idée d'une date de mobilisation des retraité·e·s date de juin. On regrette qu'il n'y ait rien eu en juin. On n'a pas parlé, dans les mobilisations de l'automne, des revendications spécifiques des retraité·e·s, alors qu'ils et elles sont la cible principale du gouvernement. Il ne faudrait pas se battre sur l'abattement fiscal, sur le gel des pensions, sur le doublement des franchises ? Si on n'en parle pas maintenant, à quel moment va-t-on parler des attaques contre les retraité·e·s ? La note argumentaire explique bien les attaques que nous allons subir. La FSU est perturbée par la position nationale de FO, qui ne sera pas forcément suivie en province.

LSR : FO décide de ce qu'elle veut. Faut-il qu'on rediscute sur le fond ? Les mesures du Gouvernement Bayrou sont les mêmes que celles de Lecornu. Tout le monde avait validé le relevé de décision sur l'action du 6/11 : est-on d'accord pour continuer de dénoncer les mesures d'austérité ? C'est le moment de le faire, pendant la discussion sur le budget. Pour nous, il y a un retournement de FO : on n'est pas dans une action saute-mouton, mais dans une action retraité·e·s (il n'y en a pas tant). On s'interroge sur l'absence, une nouvelle fois, de FO dans une action retraité·e·s. C'est dommage pour l'ensemble des retraité·e·s.

FGR-FP : Le dernier trimestre va être occupé par les débats au Parlement, et les retraité·e·s vont occuper une grande place dans les mesures qui vont être prises. Ce n'est pas aux retraité·e·s de payer une politique qui vise à enrichir les riches : c'est indispensable que le groupe des 9 s'exprime à ce moment-là. Les attaques contre les retraité·e·s n'ont jamais été aussi grandes. L'important est qu'on s'exprime et qu'on fasse savoir nos oppositions. OK pour la proposition de la CGT d'action sur Paris, pour s'adresser aux parlementaires. Nos revendications sont argumentées, et nous devons les partager avec les députés.

CFTC : quand on regarde le communiqué de presse de l'intersyndicale, la question des retraité·e·s n'est pas évoquée. C'est donc à nous de faire. Les actions des 9 sont bien vues par nos troupes dans les départements. Notre confédération n'est pas forcément d'accord avec nous (et notre existence), mais elle nous laisse faire. Il est important de faire quelque chose. Écrire au MEDEF est une bonne idée. Pas de délégation à l'Assemblée.

Solidaires : Une expression du G9 sur la période nous paraît indispensable, y compris la différence qui va réémerger sur la question des retraites. Une expression du G9 clarifiera les choses. Nous comprenons le souci

sur la forme qu'exprime FO. Dans le tract, il manque une phrase sur la suspension : en rappelant que nous sommes pour l'abrogation de la réforme des retraites.

Ensemble & Solidaires ne comprend pas la position de FO. Il aurait fallu que tous les syndicats, et pas seulement la CGT, fassent une annonce en même temps pour le 6/11. Il faut laisser les départements décider eux-mêmes entre manif et rassemblement. Conférence de presse : inviter les camarades en province à faire une conférence de presse.

CGT : pas grave que nous ne soyons pas tous d'accord. On est dans une situation où tout nous tombe dessus de tous les côtés. On a toujours dit que les départements sont autonomes sur la forme de l'organisation des actions. Sur la région parisienne, c'est toujours très compliqué. Taper d'abord où c'est dans l'actualité : Assemblée et Sénat, qui, l'un et l'autre, vont œuvrer contre nous. Conférence de presse devant le Sénat, pour rappeler l'ensemble de nos revendications. Et place Herriot, à proximité de l'Assemblée Nationale, la presse sera recontactée, ainsi que les députés invités (hors RN) pour rappeler le but de notre action. La presse nationale fait malheureusement peu d'échos de nos mobilisations parisiennes. Une prise de parole unitaire au Sénat et à l'Assemblée. On est au cœur du sujet, car tout ce qui concerne le PLFSS commence le 4 à l'Assemblée. Cela vaut vraiment le coup de démarrer à 14h/14h30. Le dépôt de paquets cadeaux n'est pas envisageable à Paris cette fois, mais en province pourquoi pas ?

FSU : sur les propositions d'actions de la CGT, on laisse le choix aux militants locaux. S'il y a possibilité d'une manif, c'est bien, les rassemblements aussi. Indispensable de s'adresser aux parlementaires en les mettant face à leurs responsabilités. Leur vote va être essentiel. Le gel de nos pensions + la sous indexation programmée jusqu'à 2030 : c'est ce qui est sur la table. S'adresser à l'ensemble des retraité·e·s, du privé comme du public est une très bonne idée. En province, les journalistes viennent nous écouter. On a des relais médiatiques importants. Proposer des rassemblements devant les sièges des députés. Les franciliens viennent peu aux manifestations parisiennes. D'accord pour ajouter dans le tract une phrase sur la réforme des retraites. Inviter les actifs à être là.

CGT : La conf CGT fait maintenant des efforts pour parler des retraité·e·s. Dommage de retirer le logo de FO pour cette fois.

Solidaires : d'accord pour une manif à Paris. C'est une demande de nos équipes de ne plus organiser de rassemblement près des Invalides, avec délégation aux ministères, où on n'est pas visibles et où c'est peu dynamique. L'idée de discuter et de responsabiliser les élus est très pertinente - surtout lorsque les sondages expriment (avec tous les bémols) que les citoyen·ne·s ne sont pas favorables à une taxe sur les ultra riches (il y a peu de temps, les sondages étaient inverses sur cette question), repoussée par l'Assemblée. Il y a sans doute d'autres mesures qui scandalisent les électeurs, même si on se garde bien de les interroger aujourd'hui - mais les dernières mobilisations montrent bien qu'il y a un rejet des projets gouvernementaux.

Ensemble & Solidaires : Le Haut conseil de l'âge se réunit jeudi, et doit débattre du PLFSS. Nous allons y débattre de la taxe supplémentaire de 1 milliard que vont devoir payer les mutuelles.

CGC : Nos confédérations ne nous aident pas. L'intersyndicale est gênée par la présence de la CFDT qui débat avec le gouvernement. Avec l'AGIRC-ARRCO, il y a la possibilité de se porter en justice sur l'AMI. Pas de retour sur cette possibilité depuis la réunion AGIRC-ARRCO vendredi dernier. Nos organisations ont refusé les 0,2%, mais cela ne peut pas s'arrêter là. Puisque nos organisations ne poursuivent pas la mobilisation, nous devons, de notre côté faire quelque chose. On était présent·e·s à toutes les manifestations retraites des actifs, on était là aux mobilisations de septembre et octobre 2025 : c'est donc le moment que l'on agisse, même si on n'est pas soutenus par nos structures. Cette idée que les retraité·e·s ont annoncé une action est restée dans les mémoires. La CFE-CGC regrette l'absence de FO.

FGR-FP : Nous avons une place à défendre, celle de tous les retraité·e·s. Nous sommes tous dans le même bateau, contre un gouvernement qui veut appauvrir toute la population. La pauvreté augmente considérablement en France ces dernières années. Sur le tract, besoin d'un tract plus incisif.

FO : se sent la tête à claques du jour. La date du 6, on l'a déterminée ensemble. L'annonce anticipée de S. Binet, n'est pas tombée au bon moment. On a montré que l'on sait se mobiliser sur les sujets importants. Ce n'est pas la première fois qu'on nous fait ce coup-là. L'adresse aux sénateurs et députés, FO n'a pas de mandat, mais est ouverte sur le sujet. Elle transmettra l'info à ses instances pour faire bouger les choses sur le tract au sujet de la retraite. Elle affirme que, par expérience, la position peut changer.

La FSU aurait aimé que sa secrétaire générale intervienne. On savait qu'il n'y aurait pas d'action interpro très rapidement. La CGT n'est pas revenue sur une date qu'on n'avait pas décidé. Que Sophie Binet annonce une action retraité·e·s, ainsi que la date - cela donne de l'importance de notre lutte, y compris pour les mobilisations futures de l'intersyndicale des actifs et actives. C'est essentiel pour la FSU, d'être à 9 sur l'action du 6/11. Tout nous concerne dans le projet de budget. C'est en cascade qu'on va être touché·e·s. Si on ne s'exprime pas tous ensemble au G9, c'est un problème pour nous et FO.

Proposition de modification du tract commun dans le sens souhaité par FO pour signature

Solidaires : Sur la colonne de droite, en rouge propose de rajouter : « les retraités concernant la réforme des retraites, combattue depuis 2023, nous prenons acte de sa suspension, mais réaffirmons l'exigence de son abrogation ». Le tract modifié sera renvoyé à tout le monde.

FSU : demande une réponse rapide à la proposition.

FO : s'engage à proposer à ses instances, et revient vers nous rapidement.

Qui fait quoi pour le 6 ?

Conférence de presse : FSU et Solidaires travaillent sur l'accueil des journalistes. Convoquer la presse, devant le Sénat, avenue de Tournon à 14 heures.

Prise de parole devant le Sénat : FSU ou Solidaires pendant 3 minutes.

Parcours : La CGT s'occupe de la demande à la Préfecture - Rue de Seine, Bd St Germain, Rue de l'Université, Place Herriot. Déroulement de la manif 14h30 : celui qui veut être devant, pas de problème.

Conférence de presse place Herriot : à partir de 15h30 (il y aura des députés).

Déclaration unitaire place Herriot : la CGT va s'en charger, sur la base d'un texte discuté en commun.

Lettre aux parlementaires (aux président·e·s des groupes hors RN) : FSU/FGR-FP/CFTC.

Lettre ouverte au Medef (Ensemble et Solidaires) : de toutes les organisations pour resituer nos exigences (leur responsabilité dans notre état de santé).

Banderoles, camions, ballons, drapeaux, sono...

Prochaine réunion du G9

Ce sera le **1/12/2025 à 14h**, à la CGC ou la FSU (à confirmer le lieu) avec une possibilité de visio pour les personnes qui ne peuvent absolument pas venir à Paris.

Pour faire le bilan de l'action du 6 et faire le point de l'actualité.